

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 151 (2006)
Heft: 4

Artikel: La perception de la menace par les Européens : une vision éclatée
Autor: Buffotot, Patrice
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346578>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La perception de la menace par les Européens: une vision éclatée

Le système bi-polaire rigide que nous avons connu jusqu'en 1989, où il y avait une menace militaire précise, stable et commune, malgré quelques nuances, à l'ensemble des pays occidentaux, offrait un cadre conceptuel relativement simple, compréhensible, prévisible et, somme toute, confortable. Les acteurs avaient fini par établir des règles du jeu et se connaissaient bien.

■ Patrice Buffotot¹

Or l'effondrement du communisme dans les pays d'Europe centrale et en Union soviétique en moins de deux ans (1989-1990), la dissolution du Pacte de Varsovie le 1^{er} juillet 1991, puis l'éclatement de l'Union soviétique en décembre 1991 provoquent un bouleversement total du système international. La menace militaire telle qu'elle existait disparaît. Les Européens en conviendront, plus ou moins vite, suivant les pays. Or cette brutale disparition laisse la place à une situation beaucoup plus insaisissable, imprévisible et, par conséquent, difficilement contrôlable.

Cette nouvelle situation a pour première conséquence de faire éclater le concept de menace militaire. Comme on n'arrive plus à identifier des menaces militaires précises, on élargit le concept de menace à d'autres domaines et, comme cela ne suffit plus, on utilise un nouveau concept, celui de «risque», un danger éventuel plus ou moins prévisible combinant plusieurs facteurs politiques, économiques, démogra-

phiques, ethniques, religieux. Le risque, à la différence de la menace, ne comporte pas un degré aussi grave de *dangerosité*, car il ne porte pas atteinte aux fondements de notre sécurité comme pouvait le faire la menace soviétique pendant la guerre froide. Un des dangers d'élargir la notion de menace et de risque à d'autres domaines que le militaire est de voir la menace partout ou nulle part. Cette *dilution* de la menace n'est pas sans danger.

La seconde conséquence est de surprendre les Européens et de les priver d'une vision commune. En effet, ils vont individuellement tenter de reconstituer une représentation des menaces et des risques. Si jusqu'à présent, la perception de la menace militaire soviétique leur était commune et servait de ciment à la stratégie et à la politique de défense, il n'en va plus de même aujourd'hui. Or le paradoxe veut qu'au moment où les Européens parlent d'une «Politique de sécurité commune», la perception de la menace est la moins unifiée qui soit. La construction d'une menace commune venant du Sud n'a pas réussi à remplir cette

fonction, malgré le coup de main donné par Saddam Hussein avec la guerre du Golfe.

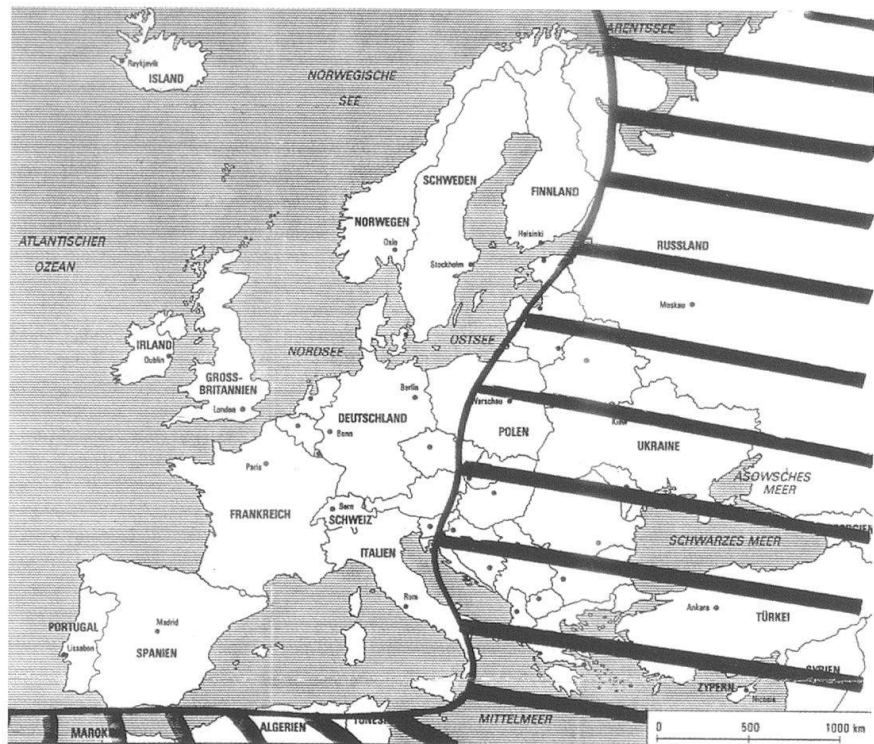
La menace soviétique

Tous les pays européens sont unanimes pour dire que la menace militaire conventionnelle soviétique a fortement diminué. Même si certains comme en France ou en Grande-Bretagne ont mis du temps pour l'admettre. Ce sont les pays d'Europe du Nord, proches de la zone de contact avec le Pacte de Varsovie qui ont développé cette menace. Les pays d'Europe du Sud, plus éloignés, ont une vision plus nuancée, comme le Portugal, l'Espagne et la Grèce, dans une certaine mesure, bien qu'elle ait des frontières communes avec les pays du Pacte de Varsovie. Une chose est certaine, désormais la menace militaire conventionnelle russe est résiduelle. Avec le retrait des armées russes, un certain nombre de pays, le Danemark par exemple, ne sont plus en première ligne. Cette position géostratégique change la perception de la menace. D'autres pays sont plus sensibilisés par la possession

¹ Université Paris X-Nanterre.

d'armes nucléaires tactiques en grand nombre (20000) par la Russie et certaines républiques de la Communauté d'Etats Indépendants comme l'Ukraine. C'est le cas de l'Allemagne, mais aussi de la France et de la Grande-Bretagne.

Mais il est apparu un nouveau phénomène. On passe en effet de la menace purement militaire aux risques politiques et économiques. La situation politique et économique de la Communauté d'Etats Indépendants inquiète les Occidentaux, car elle peut devenir un foyer d'instabilité dont on ne sait quel chemin elle peut prendre. Les réponses à ces inquiétudes ne peuvent être que politiques et économiques: voir les débats sur l'aide économique à la Russie.



Europe 1993: le sentiment d'être encerclé par une « ceinture de crises ».

La disparition du Pacte de Varsovie

La disparition du Pacte de Varsovie le 1^{er} juillet 1991 a provoqué un *vide stratégique* en Europe centrale. Les pays membres du Pacte se trouvent en dehors d'un système de sécurité à un moment où les problèmes apparaissent. Les Européens perçoivent l'apparition de risques qui ne mettent pas en danger l'Europe occidentale, que ce soit l'intégrité territoriale de tel ou tel pays de l'Union européenne ou son équilibre économique.

Les Européens redoutent ce qu'ils appellent une « balkanisation » de l'Europe centrale, liée à la montée du nationalisme pouvant provoquer des remises en cause de frontières et l'apparition de conflits ethniques. Les Européens se disent inquiets

mais restent silencieux sur les solutions. Les Grecs, qui ont des frontières communes, sont plus impliqués dans cette région, notamment avec la question de la Macédoine. Ils sont d'ailleurs favorables au maintien de l'actuelle Yougoslavie. Seuls les Britanniques disent tout haut que, si les peuples veulent se battre, alors il n'y a rien à faire militairement sauf d'attendre que ces querelles locales se décantent. L'exemple du conflit yougoslave en est une illustration. L'intervention de l'ONU n'a jusqu'à présent rien résolu.

Restent les mesures préventives, mais les Européens ne sont pas encore prêts à proposer un système de sécurité aux pays d'Europe centrale afin de les empêcher de tomber dans des querelles ethniques sans fin.

Les autres menaces en Europe

D'anciennes rivalités réapparaissent par moment entre pays européens. Prenons comme exemple la menace de l'Allemagne qui resurgit en France. C'est le cas lors de l'unification allemande en octobre 1990, puis lors de la campagne de ratification du Traité de Maastricht en septembre 1992 où les vieux clichés sur l'Allemagne sont réutilisés.

Pour l'Italie, le contentieux avec l'ex-Yougoslavie mais aussi avec l'Autriche à propos du Haut Adige n'a pas totalement disparu, mais c'est surtout avec la Grèce que la situation est la plus sérieuse. Son différend avec la Turquie est toujours d'actualité, ce d'autant plus que l'armée turque occupe toujours

avec Ceuta et Melilla, les Canaries et le contrôle de la Méditerranée, de l'Italie, puissance méditerranéenne, qui a reçu un missile *Scud* sur l'île de Lampedusa en 1986, enfin la France, impliquée elle aussi, dans la Méditerranée.

Deux pays européens, la France et la Grande-Bretagne n'entendent pas renoncer à ce qu'ils appellent leur mission «outremer», c'est-à-dire la défense des territoires qu'ils possèdent encore (DOM-TOM pour la France, les Malouines pour la Grande-Bretagne) ou des anciennes colonies avec lesquelles ils ont passé des accords de défense. Il n'est pas certain que les autres pays membres de l'Union européenne acceptent de les soutenir dans la défense de ces territoires.

La civilisation du «chaos»

De nouvelles menaces sont apparues ces dernières années. Elles ne sont plus militaires mais de «civilisations». Au début, ce sont les menaces ou les risques écologiques qui mettent en péril la vie sur la planète qui sont dénoncés, puis la criminalité internationale (la *mafiaïsation* de nos sociétés, la drogue, le blanchiment de l'argent sale, la corruption) qui déstabilise nos sociétés.

Depuis peu, il s'agit du danger de désintégration de nos sociétés, de la perte de l'identité nationale. On nous prédit la civilisation du «chaos», synthèse de la corruption et de la criminalité avec effondrement du cadre national et apparition de luttes ethniques et tribales. Bref, c'est la dissolution de la cité et l'anarchie qui guettent.

Un grand nombre de pays européens insistent sur la dimension politique et économique des risques et menaces, donc sur des réponses, elles aussi, politiques et économiques. On peut se demander si ce n'est pas une solution de facilité qui consiste à se cacher les menaces et les risques militaires parce qu'ils sont trop difficiles à cerner. Ce sont les pays d'Europe du Nord et les forces politiques de gauche et démocrates chrétiennes qui développent cette idée de solutions politiques et économiques, sans voir la dimension militaire.

Nous sommes en pleine phase de recomposition de la menace par des acteurs qui sont pour le moment essentiellement étatiques. Les forces politiques ont des difficultés à saisir la nouvelle situation géostratégique et reprennent le discours dominant de l'Etat.

On assiste avec la nouvelle situation géostratégique à un retour à une perception *nationale*

de la menace, qui risque de faire apparaître un clivage entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Celle du Sud, éloignée des troubles de l'Europe centrale, et celle du Nord, moins préoccupée par les questions méditerranéennes et du Moyen-Orient, à l'exception de la Grande-Bretagne. Quant à la Grèce, elle est impliquée dans l'affaire des Balkans et en position conflictuelle avec la Turquie.

Il n'existe pas de perception d'une menace commune, capable d'unifier une grande majorité de pays européens. Qu'en serait-il en cas d'implication d'un pays de l'Union pris dans un conflit? Pourtant un minimum de vision commune des menaces est nécessaire pour progresser vers une Politique de sécurité commune. Les Européens ont intérêt à bien définir les menaces et les risques militaires et non militaires, à les hiérarchiser, à voir ceux qui sont communs ou non, comment il est possible de les faire prendre en charge par l'ensemble de l'Union. Un travail semblable est nécessaire concernant la définition des intérêts à défendre par les pays membres de l'Union.

Menaces et intérêts sont les bases nécessaires pour toute définition de politique de sécurité. Le chemin est encore long pour une Politique de sécurité commune.

P. B.